

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION EXTRAORDINAIRE DE 1950.

TABLE ALPHABÉTIQUE DES MATIÈRES

A

Administrations publiques.

LANGUES.

Proposition de loi modifiant l'alinéa 3 de l'article 4 de la loi du 28 juin 1932, réglant l'emploi des langues en matière administrative.

S. E. 1950, n° 22 : Proposition de M. Buisseret.

Loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative.

S. E. 1950, n° 23 : Rapport du Ministre de l'Intérieur aux Chambres Législatives.

Adultère. — Voir : DROIT CIVIL.

Affaires Etrangères.

CONSEIL DE L'EUROPE.

S. E. 1950, n° 131 : Principales Recommandations adoptées par l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe au cours de la première partie de la session de 1950, et communiquées aux Parlements nationaux.

FORCES BELGES EN ALLEMAGNE.

Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Gouvernement belge et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, relative au Statut des Forces belges en Allemagne et annexe, signées à Bruxelles, le 23 décembre 1949.

S. E. 1950, n° 48 : Exposé des motifs et projet de loi.
— n° 137 : Rapport du baron Nothomb.

Agents de la Société Anonyme du Canal de Blaton-Ath et de la Dendre canalisée. — Voir : PENSIONS.

Agents de renseignements et d'action. — Voir : GUERRE.

Agriculture.

PULVERISATIONS.

Proposition de loi relative aux pulvérisations et arrosages pendant la floraison au moyen de produits insecticides.

S. E. 1950, n° 36 : Proposition de M. Leysen.

Allocations aux mutilés et estropiés. — Voir : ASSURANCES SOCIALES.

Allocations compensatoires. — Voir : TRAVAIL.

Allocations dues en fonction de l'augmentation du coût de la vie. — Voir : ASSURANCES SOCIALES.

Allocations familiales. — Voir : ASSURANCES SOCIALES : Sécurité sociale. — Voir aussi : TRAVAIL.

Armée.

CONTINGENT.

Projet de loi fixant pour l'année 1950 le contingent de l'armée et les effectifs de la garde antiaérienne.

S. E. 1950, n° 15 : Rapport du baron Nothomb.

MILICE.

Proposition de loi modifiant l'article 10 de la loi sur la milice, le recrutement et les obligations de service, modifié par la loi du 20 août 1947.

S. E. 1950, n° 29 : Proposition du baron de Dorlodot.

Proposition de loi accordant une indemnité aux miliciens soutiens de famille.

S. E. 1950, n° 28 : Proposition du baron de Dorlodot.

Assurances sociales.

Proposition de loi portant péréquation des allocations dues aux assurés sociaux, assurés libres et protégés sociaux, en fonction de l'augmentation du coût de la vie due aux dévaluations de la monnaie.

S. E. 1950, n° 51 : Proposition de M. Troclet.

CHOMAGE.

Projet de loi instituant l'assurance obligatoire contre le chômage involontaire.

S. E. 1950, n° 60 : Rapport de M. Neels.

ESTROPIÉS ET MUTILES.

Projet de loi portant modification de la loi du 10 juin 1937 relative à l'octroi d'allocations aux estropiés, mutilés et personnes assimilées.

S. E. 1950, n° 127 : Exposé des motifs et projet de loi.

MALADIE-INVALIDITE.

Proposition de loi tendant à garantir le bon fonctionnement de l'assurance contre la maladie et l'invalidité.

S. E. 1950, n° 49 : Proposition de M. Troclet.

Assurances sociales (suite).**RÉGIME DE RETRAITE.**

Proposition de loi instituant le régime des pensions de retraite et de veuves des travailleurs salariés et appointés.

S. E. 1950, n° 39 : Proposition de M. Glineur.

Proposition de loi concernant l'instauration définitive du régime de retraite des salariés et des non-salariés.

S. E. 1950, n° 52 : Proposition de M. Troclet.

Proposition de loi modifiant l'arrêté-loi du 25 février 1947 coordonnant et modifiant les lois sur le régime de retraite des ouvriers mineurs et assimilés.

S. E. 1950, n° 66 : Proposition de M. Van Laerhoven et Erratum.

SECURITE SOCIALE.

Proposition de loi tendant à adapter le régime des allocations familiales au régime de la sécurité sociale.

S. E. 1950, n° 54 : Proposition de M. Troclet.

SUPPLEMENT DE PENSION.

Proposition de loi accordant un supplément de pension aux bénéficiaires d'une majoration de rente de vieillesse en vertu des lois coordonnées par l'arrêté du Régent du 12 septembre 1946.

S. E. 1950, n° 67 : Proposition de M. Glineur.

Attribution de l'exercice du pouvoir constitutionnel du Roi à l'héritier présomptif de la Couronne. — Voir : ROI ET FAMILLE ROYALE.

Avoirs bloqués. — Voir : FINANCES.

B**Banque Nationale.**

Projet de loi attribuant à l'Etat le produit de la réévaluation de l'encaisse en or et en devises de la Banque Nationale de Belgique.

S. E. 1950, n° 83 : Rapport de M. De Smet (P.).

— n° 87 : Amendement de M. Troclet et consorts.

Baux à loyer. — Voir : DROIT CIVIL.

Bénéfices exceptionnels. — Voir : IMPOTS.

Bénéfices exceptionnels (impôt spécial). — Voir : IMPOTS : Impôts directs.

Budgets (exercice 1950).**AFFAIRES ECONOMIQUES ET CLASSES MOYENNES.**

Budget du Ministère des Affaires Economiques et des Classes Moyennes pour l'exercice 1950.

S. E. 1950, n° V-XIV : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

Budgets (exercice 1950) (suite).**AFFAIRES ETRANGERES ET COMMERCE EXTERIEUR**

Budget du Ministère des Affaires Etrangères et du Commerce Extérieur pour l'exercice 1950.

S. E. 1950, s. n° : Note additionnelle du Comte d'Aspremont Lynden, rapporteur.

— n° 68 : Amendement de M. Doutrepoint et consorts.

AGRICULTURE.

Budget du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1950

S. E. 1950, n° 5-XIII : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

COLONIES.

Budget du Ministère des Colonies pour l'exercice 1950.

S. E. 1950, n° 5-XII : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

COMMUNICATIONS.

Budget du Ministère des Communications pour l'exercice 1950.

S. E. 1950, n° 77 : Rapport du Comte de la Barre d'Erquelines.

DETTE PUBLIQUE.

Budget de la Dette Publique pour l'exercice 1950.

S. E. 1950, n° 5-II : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

— n° 95 : Rapport de M. Schot.

INSTRUCTION PUBLIQUE.

Budget du Ministère de l'Instruction Publique pour l'exercice 1950.

S. E. 1950, n° 5-XIX : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

JUSTICE.

Budget du Ministère de la Justice pour l'exercice 1950.

S. E. 1950, n° 75 : Rapport de M. Clynmans.

NON-VALEURS ET REMBOURSEMENTS.

Budget des Non-Valeurs et des Remboursements pour l'exercice 1950.

S. E. 1950, n° 5-V : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

— n° 94 : Rapport de M. Van Laeys.

PENSIONS.

Budget des Pensions pour l'exercice 1950.

S. E. 1950, n° 5-III : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

— n° 92 : Rapport de M. Adam.

— n° 93 : Amendement de M. Doutrepoint et consorts.

Budgets (exercice 1950) (suite).**PREMIER MINISTRE.**

Budget des Services du Premier Ministre pour l'exercice 1950.

S. E. 1950, n° 5-VI : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

— n° 96 : Rapport de M. Ronse.

SANTE PUBLIQUE ET FAMILLE.

Budget du Ministère de la Santé Publique et de la Famille pour l'exercice 1950.

S. E. 1950, n° 32 : Amendement du Gouvernement.

— n° 63 : Amendements du Gouvernement.

— n° 91 : Rapport de M. Van Hemelrijck.

VOIES ET MOYENS.

Budget des Voies et Moyens pour l'exercice 1950.

S. E. 1950, n° 31 : Amendement du Gouvernement.

— n° 58 : Rapport de M. De Smet (P.).

Budgets (exercice 1951)**JUSTICE**

Budget du Ministère de la Justice pour l'exercice 1951.

S. E. 1950, n° 155 : Rapport de M. Clynmans.

(Pour le projet, voir n° 5-VII, session 1950-1951.)

C**Caisse Générale de Retraite.**

Proposition de loi portant péréquation des pensions annuelles, acquises antérieurement au 25 octobre 1926, auprès de la Caisse Générale de Retraite.

S. E. 1950, n° 149 : Proposition de M. Buisseret.

Casier civil. — Voir : DROIT CIVIL.

Chambres législatives. — Sénat.

LISTES.

S. E. 1950, n° 1 : Liste alphabétique des membres du Sénat.

— n° 2 : Liste des membres du Sénat et de leurs suppléants.

— n° 3 : Liste des projets de loi dont le Sénat est saisi.

— n° 4 : Liste des commissions permanentes.

PROJETS CADUCS.

Projet de loi portant dérogation à l'article premier de la loi du 1^{er} juillet 1893 relative aux effets de la dissolution des Chambres à l'égard des projets de loi antérieurement déposés.

S. E. 1950, n° 9 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

— n° 11 : Rapport de M. Ronse.

PROJETS CADUCS (suite).

Projet de loi portant dérogation à l'article premier de la loi du 1^{er} juillet 1893 relative aux effets de la dissolution des Chambres à l'égard des projets de loi antérieurement déposés.

S. E. 1950, n° 8 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

— n° 12 : Rapport de M. Ronse.

REGLEMENT.

Proposition de modification des articles 42 et 56 du règlement.

S. E. 1950, n° 55 : Proposition de M. Van Eyndonck.

Proposition de modification des articles 63 et 65 du règlement.

S. E. 1950, n° 84 : Proposition de M. Ancot.

VALIDATION DES POUVOIRS.

Examen des dossiers des élus suppléants qui avaient obtenu du Sénat un délai pour justifier de leur éligibilité.

S. E. 1950, n° 62 : Rapport de M. Catteau.

Chasse.

Proposition de loi modifiant la loi du 28 février 1882, modifiée par la loi du 4 avril 1900, sur la chasse et la destruction des lapins sauvages.

S. E. 1950, n° 34 : Proposition de M. Van Peteghem.

Chèques. — Voir : DROIT COMMERCIAL.

Chômage. — Voir : ASSURANCES SOCIALES.

Classes moyennes. — Voir : HABITATIONS.

Commerce et Industrie.**FERMETURE DES MAGASINS.**

Proposition de loi relative au repos dominical et à la fermeture des magasins.

S. E. 1950, n° 18 : Proposition de M. Clynmans.

OFFICE NATIONAL DE LA COOPERATION BELGE.

Proposition de loi instituant l'Office National de la Coopération Belge.

S. E. 1950, n° 38 : Proposition de M. Van Belle.

Commissions permanentes. — Voir : CHAMBRES LEGISLATIVES : Sénat.

Communes.**LOI COMMUNALE.***Secrétaires communaux.*

Proposition de loi complétant l'article 109 de la loi communale.

S. E. 1950, n° 37 : Proposition de M. De Man.

Proposition de loi modifiant l'article 144 de la loi communale.

S. E. 1950, n° 57 : Proposition de M. Allard.

Comptabilité. — Voir : DROIT COMMERCIAL.

Comptabilité de l'Etat. — Voir : FINANCES.

Conseil de l'Europe. — Voir : AFFAIRES ETRANGERES.

Conseil d'Etat. — Voir : DROIT PUBLIC.

Conseils consultatifs régionaux. — Voir : ENQUETES.

Conseils provinciaux. — Voir : PROVINCES : Loi provinciale.

Constructions. — Voir : HABITATIONS : Classes moyennes.

Contrat de mariage. — Voir : DROIT CIVIL.

Conventions. — Voir : AFFAIRES ETRANGERES.

Cour de Cassation. — Voir : ORGANISATION JUDICIAIRE.

Cour des Comptes.**TRAITEMENTS.**

Projet de loi modifiant la loi du 14 août 1947 relative à la rétribution des membres de la Cour des Comptes.

S. E. 1950, n° 45 : Rapport de M. Doutrepont.

Coût de la vie. — Voir : ASSURANCES SOCIALES.

Crédits provisoires. — Voir : FINANCES : Comptabilité de l'Etat.

Crédits supplémentaires. — Voir : FINANCES : Comptabilité de l'Etat.

D

Décès. — Voir : DROIT CIVIL : Etat civil.

Déclarations de décès. — Voir : DROIT CIVIL : Etat civil.

Décoration artistique. — Voir : TRAVAUX PUBLICS.

Dentistes. — Voir : ENSEIGNEMENT : Enseignement supérieur.

Déportés. — Voir : GUERRE.

Destruction des lapins sauvages. — Voir : CHASSE.

Détention préventive. — Voir : ORGANISATION JUDICIAIRE.

Devises. — Voir : BANQUE NATIONALE.

Distribution d'eau. — Voir : HYGIENE ET SANTE.

Dommages. — Voir : ORDRE PUBLIC.

Dommages de guerre. — Voir : GUERRE.

Droit civil.**ADULTERE.**

Proposition de loi modifiant certaines dispositions du Code civil (Livre I^{er}, Tome VII, Chapitre III) sur les enfants adultérins.

S. E. 1950, n° 152 : Proposition de Mme Ciselet.

BAUX A LOYER.

Projet de loi modifiant les lois portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer.

S. E. 1950, n° 14 : Rapport de M. Pholien.

Projet de loi portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer.

S. E. 1950, n° 47 : Exposé des motifs et projet de loi.

- n° 107 : Rapport de M. Ancot.
- n° 112 : Amendements et sous-amendements du Gouvernement aux textes du projet de loi et aux amendements de la Commission de la Justice.
- n° 115 : Sous-amendement de M. Rolin à l'amendement du Gouvernement.
- n° 116 : Amendement du Gouvernement.
- n° 117 : Amendement de Mme Ciselet et M. Coulonvaux.
- n° 119 : Amendement du Gouvernement.
- n° 120 : Amendement de M. Verbert et consorts.
- n° 121 : Amendement de M. Vermeylen.
- n° 123 : Amendements de M. George.
- n° 124 : Amendement de M. Clynmans.
- n° 125 : Sous-amendement de M. Rolin à l'amendement du Gouvernement.
- n° 129 : Amendements du Gouvernement.
- n° 130 : Amendement de MM. Mazereel et Machtens.
- n° 132 : Amendement de M. George.
- n° 133 : Amendement de M. Ancot.
- n° 138 : Texte adopté par le Sénat au premier vote.
- n° 141 : Amendement du Gouvernement.

Droit civil (suite).**CASIER CIVIL.***Incapacité de disposer.*

Proposition de loi instaurant le casier civil et organisant la publicité de l'incapacité de disposer.

S. E. 1950, n° 101 : Proposition de M. Lagae.

CONTRAT DE MARIAGE.

Proposition de loi modifiant le Titre V du Livre III du Code civil sur le contrat de mariage et instituant comme régime matrimonial légal le régime des biens matrimoniaux.

S. E. 1950, n° 146 : Proposition de Mme Ciselet.

DROITS ET DEVOIRS DES EPOUX.

Proposition de loi modifiant le Chapitre VI du Titre V du Livre I^{er} du Code civil sur « Les droits et devoirs respectifs des époux ».

S. E. 1950, n° 147 : Proposition de Mme Ciselet.

ETAT CIVIL.

Proposition de loi complétant et interprétant la loi du 20 août 1948 relative aux déclarations de décès et de présomption de décès et à la transcription et la rectification administrative de certains actes de décès.

S. E. 1950, n° 99 : Proposition de M. Allard.

FONDS DE COMMERCE.

Projet de loi sur les baux commerciaux en vue de la protection du fonds de commerce.

S. E. 1950, n° 139 : Amendements du Gouvernement au texte adopté par les Commissions réunies de la Justice et des Affaires Economiques.

— n° 156 : Troisième rapport complémentaire de M. Derbaix.

— n° 157 : Amendement de M. George au texte de la Commission.

— n° 158 : Amendements de M. Van Laeys au texte de la Commission.

— n° 160 : Amendements du Gouvernement.

— n° 164 : Amendement subsidiaire de M. Hanquet.

— s. n° : Document de séance.

VIDUITE.

Proposition de loi modifiant les articles 228, 296, 297 et 313 du Code civil concernant le délai de viduité.

S. E. 1950, n° 151 : Proposition de Mme Ciselet.

Droit commercial.**CHEQUES.**

Projet de loi concernant l'introduction dans la législation nationale de la loi uniforme sur le chèque et sa mise en vigueur.

S. E. 1950, n° 154 : Amendements du Gouvernement au texte présenté par la Commission de la Justice.

COMPTABILITE.

Proposition de loi sur l'enregistrement comptable.

S. E. 1950, n° 78 : Proposition de M. De Groote (P.).

SOCIETES ANONYMES.

Proposition de loi réglant la faculté pour les sociétés anonymes de modifier les droits respectifs des différentes catégories de titres.

S. E. 1950, n° 128 : Proposition de M. Ronse.

SOCIETES COOPERATIVES.*Régime fiscal.*

Proposition de loi instituant la possibilité de revision de la taxation fiscale pour l'exercice 1946 des sociétés coopératives composées en ordre principal d'associés actifs.

S. E. 1950, n° 143 : Proposition de M. Custers.

Droit constitutionnel.**IMPOSSIBILITE DE REGNER.**

Proposition de loi portant abrogation de la loi du 19 juillet 1945, tendant à pourvoir à l'exécution de l'article 82 de la Constitution.

S. E. 1950, n° 56 : Proposition du baron de Dorlodot.

POUVOIR EXECUTIF.*Sanction et promulgation des lois.*

Projet de loi contenant la sanction et la promulgation des lois.

S. E. 1950, n° 102 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

— n° 104 : Rapport de M. Kluyskens.

Droit constitutionnel. — Voir aussi : ROI ET FAMILLE ROYALE.

Droit public.**CONSEIL D'ETAT.***Présentation de candidats.*

S. E. 1950, n° 113 : Liste des candidats présentés par le Conseil d'Etat, le 3 octobre 1950, pour la place de conseiller, vacante au dit conseil, à la suite de la retraite de M. le premier président Velge.

Traitements.

Projet de loi portant fixation en unités monétaires des traitements, indemnités et majorations d'ancienneté du personnel du Conseil d'Etat.

S. E. 1950, n° 165 : Rapport de M. Vermeyleen.

Droit social.**LEGISLATION SOCIALE.**

Projet de loi relatif à la simplification des documents dont la tenue est imposée par la législation sociale.

S. E. 1950, n° 159 : Projet amendé par la Chambre des Représentants.

Droits de succession. — *Voir* : IMPOTS : Impôts indirects.

Droits et devoirs des époux. — *Voir* : DROIT CIVIL.

Encaisse or (réévaluation). — *Voir* : BANQUE NATIONALE.

E**Enquêtes.****CONSEILS CONSULTATIFS.**

Proposition de loi portant création de conseils consultatifs régionaux.

S. E. 1950, n° 21 : Proposition de M. Allard.

Enregistrement comptable. — *Voir* : DROIT COMMERCIAL : Comptabilité.

Enseignement.**ENSEIGNEMENT LIBRE.**

Proposition de loi apportant une modification au texte de l'article premier de la loi du 10 juin 1937 relative aux pensions des membres du personnel des écoles adoptées et adoptables ainsi que des écoles normales libres agréées.

S. E. 1950, n° 136 : Proposition du baron de Dorlodot.

ENSEIGNEMENT MOYEN.

Proposition de loi assurant l'indemnisation de l'enseignement moyen libre.

S. E. 1950, n° 135 : Proposition du baron de Dorlodot.

Enseignement (suite).**ENSEIGNEMENT SUPERIEUR.***Dentistes.*

Proposition de loi étendant l'application du régime transitoire réglementé par l'arrêté royal du 1^{er} juillet 1929 pour l'obtention du diplôme de dentiste et instaurant un régime transitoire pour la pratique de la prothèse bucco-dentaire amovible.

S. E. 1950, n° 43 : Proposition de M. Van Eyndonck.

Estropiés et mutilés. — *Voir* : ASSURANCES SOCIALES.

Etat civil. — *Voir* : DROIT CIVIL.

Expropriations. — *Voir* : PROCEDURE CIVILE.

F

Fermeture des magasins. — *Voir* : COMMERCE ET INDUSTRIE.

Finances.**AVOIRS MONETAIRES BLOQUES OU TEMPORAIREMENT INDISPONIBLES.**

Proposition de loi autorisant la cession des titres de l'emprunt dit d'assainissement.

S. E. 1950, n° 25 : Proposition du baron de Dorlodot.

COMPTABILITE DE L'ETAT.

Projet de loi ouvrant de nouveaux crédits provisoires, à valoir sur les budgets de l'exercice 1950 et reportant au 30 septembre 1950 la clôture des opérations de dépenses relatives à l'exercice 1949.

S. E. 1950, n° 33 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

— **n° 44** : Rapport de M. De Smet (P.).

— **n° 46** : Amendement de M. Doutrepont.

Projet de loi autorisant des régularisations, augmentant et réduisant certains crédits ouverts pour l'exercice 1949 et allouant des crédits supplémentaires pour les dépenses se rapportant aux exercices 1948 et antérieurs.

S. E. 1950, n° 81 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

— **n° 82** : Rapport de M. Clynmans.

— **sans n°** : Tableau des amendements adoptés par la Chambre des Représentants dans sa séance du 9 août 1950.

Projet de loi ouvrant de nouveaux crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'exercice 1950.

S. E. 1950, n° 103 : Rapport de M. Schot.

Proposition de loi abolissant, en faveur de certains créanciers de l'Etat, les prescriptions ou déchéances accomplies entre le 1^{er} janvier 1943 et le 31 décembre 1948, par application des articles 34 et 36 de la loi sur la comptabilité de l'Etat.

S. E. 1950, n° 110 : Proposition de M. Buisseret.

Fonds de commerce. — Voir : DROIT CIVIL.

Fonds national du logement. — Voir : HABITATIONS.

Forces belges en Allemagne. — Voir : AFFAIRES ETRANGERES.

Frais de ménage. — Voir : IMPOTS : Impôts extraordinaires.

G

Guerre.

AGENTS DE RENSEIGNEMENTS ET D'ACTION.

Proposition de loi complétant l'arrêté-loi du 16 février 1946, relatif aux agents de renseignements et d'action.

S. E. 1950, n° 41 : Proposition de M. Allard.

DEPORTES.

Projet de loi organisant le statut des déportés pour le travail obligatoire de la guerre 1940-1945 et abrogeant l'arrêté-loi du 24 décembre 1946.

S. E. 1950, n° 153 : Exposé des motifs et projet de loi.

DOMMAGES DE GUERRE.

Proposition de loi accordant des avances et prêts aux sinistrés.

S. E. 1950, n° 26 : Proposition du baron de Dorlodot.

INVALIDES.

Pensions.

Proposition de loi réglant le régime des pensions accordées aux invalides civils de la guerre 1914-1918 et à leurs ayants droit.

S. E. 1950, n° 79 : Proposition de M. Meunier.

O.N.I.G.

Prêts.

Projet de loi relatif aux opérations de prêts à faire aux bénéficiaires de l'Œuvre Nationale des Invalides de la Guerre, de l'Œuvre Nationale des Orphelins, Veuves et Ascendants des Victimes de la Guerre et de l'Œuvre Nationale des Anciens Combattants, Déportés et Prisonniers Politiques.

S. E. 1950, n° 122 : Exposé des motifs et projet de loi.

PRISONNIERS POLITIQUES.

Proposition de loi interprétant et modifiant les articles 8 et 34 de la loi organisant le statut des prisonniers politiques et leurs ayants droit.

S. E. 1950, n° 30 : Proposition du baron de Dorlodot.

Guerre (suite).

REFRACTAIRES.

Proposition de loi revisant le statut des réfractaires.

S. E. 1950, n° 109 : Proposition de M. Buisseret.

H

Habitations.

CLASSES MOYENNES.

Proposition de loi tendant à favoriser la construction en faveur des classes moyennes.

S. E. 1950, n° 20 : Proposition de M. Ronse.

FONDS NATIONAL DU LOGEMENT.

Proposition de loi modifiant la loi du 15 avril 1949 instituant un fonds national du logement.

S. E. 1950, n° 19 : Proposition de M. Ronse.

SINISTRES.

Projet de loi relatif à l'aliénation de maisons construites pour sinistrés.

S. E. 1950, n° 108 : Exposé des motifs et projet de loi.

Hygiène et santé.

DISTRIBUTION D'EAU.

Proposition de loi relative à la participation financière de l'Etat en matière de distribution d'eau.

S. E. 1950, n° 85 : Proposition de Mlle Baers.

I

Impossibilité de régner. — Voir : DROIT CONSTITUTIONNEL.

Impôt sur le capital. — Voir : IMPOTS.

Impôts (sociétés coopératives). — Voir : DROIT COMMERCIAL : Sociétés coopératives : Régime fiscal.

Impôts.

BENEFICES EXCEPTIONNELS.

Proposition de loi modifiant les lois des 15 octobre 1945 établissant un impôt spécial sur les bénéfices résultant de fournitures et de prestations à l'ennemi et celles des 16 octobre 1945 et 30 mai 1949 établissant un impôt extraordinaire sur les revenus, bénéfices et profits exceptionnels réalisés en période de guerre.

S. E. 1950, n° 16 : Proposition de M. Clynmans.

Impôts (suite).**IMPOTS DIRECTS.**

Projet de loi modifiant la loi du 22 décembre 1949 relative aux droits et privilèges du Trésor en matière d'impôts directs et de taxes y assimilées.

S. E. 1950, n° 7 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

S. E. 1950, n° 10 : Rapport de M. Ronse.

Proposition de loi modifiant l'article 13 de l'arrêté du Régent du 15 janvier 1948, portant coordination des lois et arrêtés relatifs aux impôts sur les revenus.

S. E. 1950, n° 59 : Proposition du baron de Dorlodot.

Projet de loi modifiant pour l'exercice 1949 le deuxième alinéa de l'article 13 des lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus.

S. E. 1950, n° 88 : Rapport de M. Clynmans.

Proposition de loi concernant la structure légale de la taxe professionnelle forfaitaire.

S. E. 1950, n° 142 : Proposition de M. Clynmans.

Proposition de loi modifiant l'article 3, paragraphe 2, de la loi du 10 janvier 1940, modifiée par l'arrêté du 31 mars 1942, modifiant les lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus et les complétant par l'établissement d'un impôt spécial et temporaire sur les bénéfices exceptionnels.

S. E. 1950, n° 148 : Proposition de M. Orban.

Tracteurs agricoles.

Projet de loi tendant à modifier la législation en matière de taxes assimilées aux impôts directs en ce qui concerne tracteurs agricoles.

S. E. 1950, n° 71 : Rapport de M. Adam.

— n° 80 : Amendement de MM. Sobry et Mondelaers.

IMPOTS EXTRAORDINAIRES.

Proposition de loi relative au calcul des frais de ménage pour les impôts extraordinaires.

S. E. 1950, n° 27 : Proposition du baron de Dorlodot.

IMPOT SUR LE CAPITAL.

Projet de loi modifiant la loi du 17 octobre 1945 établissant un impôt sur le capital.

S. E. 1950, n° 163 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

IMPOTS INDIRECTS.

Proposition de loi tendant à réadapter à la valeur actuelle de la monnaie les taux prévus par le Code des taxes assimilées au timbre.

S. E. 1950, n° 17 : Proposition de M. Clynmans.

Impôts (suite).**IMPOTS INDIRECTS.****Droits de succession.**

Proposition de loi modifiant l'article 54 de l'arrêté royal du 31 mars 1936 établissant le Code des droits de succession.

S. E. 1950, n° 74 : Proposition de M. De Stobbeleir.

— n° 106 : Amendement de MM. Desmet (L.) et De Stobbeleir.

Véhicules à moteur.

Projet de loi modifiant la taxe de circulation sur les véhicules automobiles.

S. E. 1950, n° 70 : Rapport de M. Adam.

Incapacité de disposer. — Voir : DROIT CIVIL : Casier civil.

Indemnité aux miliciens soutiens de famille. — Voir : ARMÉE : Milice.

Invalides. — Voir : GUERRE.

J

Jours fériés (payés.) — Voir : TRAVAIL : Vacances.

L

Langues. — Voir : ADMINISTRATIONS PUBLIQUES.

Législation sociale. — Voir : DROIT SOCIAL.

Listes. — Voir : CHAMBRES LEGISLATIVES : Sénat.

Loi communale. — Voir : COMMUNES.

Loi provinciale. — Voir : PROVINCES.

M

Magistrats consulaires. — Voir : ORGANISATION JUDICIAIRE : Tribunaux de commerce.

Maisons pour sinistrés. — Voir : HABITATIONS.

Maladie-Invalidité. — Voir : ASSURANCES SOCIALES.

Matières premières. — Voir : MINES.

Message du Roi. — Voir : ROI ET FAMILLE ROYALE.

Milice. — Voir : ARMÉE.

Mines.

Proposition de loi tendant à organiser l'approvisionnement des carrières en matières premières.

S. E. 1950, n° 76 : Proposition de M. Tobback.

N

Naturalisations.

Demandes de naturalisation.

S. E. 1950, n° 97 : Rapport de MM. de la Barre d'Erquennes, Lilar, Van Eyndonek.

— n° 98 : Feuilletons n° 1 à 20.

O

Œuvre Nationale des Anciens Combattants, Déportés et Prisonniers Politiques. — Voir : GUERRE : O.N.I.G. : Prêts.

Œuvre Nationale des Orphelins, Veuves et Ascendants des Victimes de la guerre. — Voir : GUERRE : O.N.I.G. : Prêts.

Office National de la Coopération Belge. — Voir : COMMERCE ET INDUSTRIE.

O. N. I. G. — Voir : GUERRE.

Ordre public.

DOMMAGES.

Proposition de loi tendant à assurer la réparation des dommages causés aux personnes et aux biens lors des troubles des mois de juillet et d'août 1950.

S. E. 1950, n° 161 : Proposition du baron de Dorlodot.

Organisation judiciaire.

COUR DE CASSATION.

Présentation des candidats.

S. E. 1950, n° 6 : Liste des candidats présentés par la Cour de Cassation, le 27 avril 1950, pour la place de conseiller, vacante à la dite Cour, à la suite de la démission de M. le conseiller Fontaine.

DETENTION PREVENTIVE.

Proposition de loi modifiant l'article 140 de la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire.

S. E. 1950, n° 65 : Proposition de M. Ronse.

PRUD'HOMMES.

Proposition de loi complétant la loi du 18 mars 1950 modifiant les articles 4, 45 et 54 de la loi du 9 juillet 1926 organique des Conseils de Prud'hommes.

S. E. 1950, n° 111 : Proposition de M. Rolin.

— n° 118 : Rapport de M. Van Hemelrijck.

— n° 140 : Rapport complémentaire de M. Van Hemelrijck.

Organisation judiciaire (suite).

TRAITEMENTS.

Proposition de loi interprétant l'alinéa 5 des articles 3 et 5 de la loi du 1^{er} juin 1949 modifiant et complétant la loi du 14 août 1947 concernant les appointements des magistrats de l'ordre judiciaire et les appointements des greffiers des cours, tribunaux et justices de paix.

S. E. 1950, n° 105 : Proposition de M. Lagae.

Proposition de loi complétant l'article 2 de la loi du 14 août 1947, concernant les traitements des magistrats de l'ordre judiciaire et les traitements des greffiers des cours, tribunaux et justices de paix.

S. E. 1950, n° 144 : Proposition de M. Lagae.

TRIBUNAUX DE COMMERCE.

Projet de loi prorogeant les mandats des magistrats consulaires.

S. E. 1950, n° 13 : Rapport de M. Lagae.

Ouvriers mineurs. — Voir : ASSURANCES SOCIALES : Régime de retraite.

P

Pêche.

Proposition de loi revisant la législation sur la pêche fluviale.

S. E. 1950, n° 24 : Proposition de M. Allard.

Pensions.

AGENTS DE LA S. A. DU CANAL DE BLATON-ATH ET DE LA DENDRE CANALISEE.

Proposition de loi tendant à assurer une pension de retraite et de survie aux anciens agents repris par l'Etat à la Société anonyme du Canal de Blaton-Ath et de la Dendre canalisée.

S. E. 1950, n° 40 : Proposition de M. Moulin.

PENSIONS DE REPARATION.

Proposition de loi complétant la loi du 26 août 1947 sur les pensions de réparation.

S. E. 1950, n° 100 : Proposition de M. Allard.

PENSIONS DE RETRAITE ET DE SURVIE.

Proposition de loi portant péréquation des pensions de retraite et de survie à charge du Trésor Public et de la Caisse des Ouvriers du Département des Postes, Télégraphes et Téléphones.

S. E. 1950, n° 126 : Proposition de M. Buisseret.

Pensions. — Voir aussi : CAISSE GENERALE DE RETRAITE.

Pensions. — Voir aussi : ENSEIGNEMENT : Enseignement libre.

Pensions (invalides). — *Voir aussi* : GUERRE : Invalides.

Pensions de retraite et de survie. — *Voir* : PENSIONS.

Pensions (retraite). — *Voir aussi* : ASSURANCES SOCIALES : Régime de retraite.

Postes.

Proposition de loi créant la régie des postes.

S. E. 1950, n° 162 : Proposition de M. Meunier.

Pouvoir exécutif. — *Voir* : DROIT CONSTITUTIONNEL.

Prescriptions ou déchéances. — *Voir* : FINANCES : Comptabilité de l'Etat.

Présomptions de décès. — *Voir* : DROIT CIVIL : Etat civil.

Prestations à l'ennemi. — *Voir* : IMPOTS : Bénéfices exceptionnels.

Prêts. — *Voir* : GUERRE : O.N.I.G.

Prisonniers politiques (statut). — *Voir* : GUERRE.

Procédure civile.

CASSATION.

Projet de loi modifiant la procédure en cassation.

S. E. 1950, n° 134 : Exposé des motifs et projet de loi.

EXPROPRIATIONS.

Proposition de loi portant abrogation de l'arrêté-loi du 3 février 1947 relatif à la procédure d'extrême urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique et de l'arrêté-loi du 10 février 1947, relatif à la réquisition d'immeubles ainsi qu'à la réquisition et à la réserve du matériel et des matériaux, pour cause d'utilité publique.

S. E. 1950, n° 145 : Proposition de M. Van Hemelrijck.

Projets caducs. — *Voir* : CHAMBRES LEGISLATIVES.

Prothèse bucco-dentaire. — *Voir* : ENSEIGNEMENT : * Enseignement supérieur : Dentistes.

Provinces.

LOI PROVINCIALE.

Conseils provinciaux.

Proposition de loi tendant à modifier l'article 49 de la loi provinciale.

S. E. 1950, n° 42 : Proposition de M. Allard.

Prud'hommes. — *Voir* : ORGANISATION JUDICIAIRE.

Pulvérisations. — *Voir* : AGRICULTURE.

Q

Question Royale. — *Voir* : DROIT CONSTITUTIONNEL : Impossibilité de régner.

R

Recrutement et obligations de service. — *Voir* : ARMEE : Milice.

Réductions tarifaires. — *Voir* : TRANSPORTS.

Réfractaires. — *Voir* : GUERRE.

Régime de retraite. — *Voir* : ASSURANCES SOCIALES.

Régime des biens matrimoniaux. — *Voir* : DROIT CIVIL : Contrat de mariage.

Régime fiscal. — *Voir* : DROIT COMMERCIAL : Sociétés coopératives.

Règlement. — *Voir* : CHAMBRES LEGISLATIVES.

Rente de vieillesse. — *Voir* : ASSURANCES SOCIALES : Supplément de pension.

Repos dominical. — *Voir* : COMMERCE ET INDUSTRIE : Fermeture des magasins.

Revenus (impôts). — *Voir* : IMPOTS : Impôts directs.

Roi et Famille Royale.

ATTRIBUTION DE L'EXERCICE DU POUVOIR CONSTITUTIONNEL DU ROI A L'HERITIER PRESOMPTIF DE LA COURONNE.

Projet de loi portant attribution de l'exercice des pouvoirs constitutionnels du Roi à l'Héritier présomptif de la Couronne.

S. E. 1950, n° 89 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

— n° 90 : Rapport de M. Lilar.

MESSAGE DU ROI.

S. E. 1950, n° 61 : Message du Roi.

S

Sabotages et actes de violence.

Proposition de résolution par laquelle le Sénat condamne avec indignation tout sabotage.

S. E. 1950, n° 69 : Proposition de M. Meurice.

— n° 72 : Rapport de M. Kluysskens.

Sanction et promulgation des lois. — Voir : DROIT CONSTITUTIONNEL : Pouvoir exécutif.

Secrétaires communaux. — Voir : COMMUNES : Loi communale.

Sécurité sociale. — Voir : ASSURANCES SOCIALES.

Sinistrés. — Voir : GUERRE : Dommages de guerre.—Voir aussi : HABITATIONS.

Société anonyme du Canal Blaton-Ath et de la Dendre canalisée. — Voir : PENSIONS.

Société Nationale des Chemins de Fer Belges. — Voir : TRANSPORTS.

Sociétés anonymes. — Voir : DROIT COMMERCIAL.

Sociétés coopératives. — Voir : DROIT COMMERCIAL.

Supplément de pension. — Voir : ASSURANCES SOCIALES.

T

Transports.

REDUCTIONS TARIFAIRES.

Proposition de loi modifiant l'arrêté du Régent du 19 décembre 1949, autorisant le Ministre des Communications à conclure respectivement avec la Société Nationale des Chemins de Fer Belges, la Société Anonyme du Chemin de Fer Electrique de Bruxelles-Tervueren et la Société Nationale des Chemins de Fer Vicinaux, une convention en vue de l'intervention financière de l'Etat dans les charges subies par les dites sociétés ferroviaires du fait des réductions tarifaires prescrites en faveur de certaines catégories de voyageurs privilégiés.

S. E. 1950, n° 150 : Proposition de M. De Stobbeleur.

S.N.C.F.B.

Proposition de loi modifiant la loi du 23 juillet 1926 créant la Société Nationale des Chemins de Fer Belges.

S. E. 1950, n° 64 : Proposition de M. Vreven.

Travail.

ALLOCATIONS COMPENSATOIRES.

Projet de loi rendant définitives et incorporant dans la rémunération des travailleurs, les majorations de salaires prévues par la loi du 6 juillet 1948, octroyant une majoration de salaire en contrepartie de certaines allocations compensatoires.

S. E. 1950, n° 73 : Rapport de Mlle Driessen.

— n° 86 : Amendements de M. Verbert et consorts.

Travail (suite).

ALLOCATIONS FAMILIALES.

Proposition de loi relevant le taux des allocations familiales aux travailleurs indépendants et supprimant les cotisations des anciens assujettis.

S. E. 1950, n° 50 : Proposition de M. Troclet.

Proposition de loi instituant un contrôle unique et généralisé dans le domaine des allocations familiales.

S. E. 1950, n° 53 : Proposition de M. Troclet.

VACANCES.

Projet de loi relatif à l'octroi de salaires aux travailleurs pendant dix jours fériés par an.

S. E. 1950, n° 114 : Exposé des motifs et projet de loi.

Travaux publics.

DECORATION ARTISTIQUE.

Proposition de loi tendant à introduire une part de décoration artistique dans les bâtiments d'utilité publique.

S. E. 1950, n° 35 : Proposition de M. Mazereel.

Taxe de luxe. — Voir : IMPOTS : Impôts indirects.

Titres (société anonyme). — Voir : DROIT COMMERCIAL : Sociétés Anonymes.

Titres de l'emprunt dit d'assainissement. — Voir : FINANCES : Avoirs monétaires bloqués ou temporairement indisponibles.

Tracteurs agricoles. — Voir : IMPOTS : Impôts directs.

Traitements des greffiers des cours, tribunaux et justices de paix. — Voir : ORGANISATION JUDICIAIRE : Traitements.

Traitements des magistrats de l'ordre judiciaire. — Voir : ORGANISATION JUDICIAIRE.

Traitements des membres de la Cour des Comptes. — Voir : COUR DES COMPTES.

Traitements des secrétaires communaux. — Voir : COMMUNES.

Traitements du personnel du Conseil d'Etat. — Voir : DROIT PUBLIC : Conseil d'Etat.

Tribunaux de commerce. — Voir : ORGANISATION JUDICIAIRE.

V

Vacances. — Voir : TRAVAIL.

Véhicules à moteur. — Voir : IMPOTS : Impôts indirects.

Viduité (délai). — Voir : DROIT CIVIL.